

Marché Cimetière 2025-2026

**MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX
PROCEDURE ADAPTEE
(art 28 et 74 du CMP)**



**REPRISE MATÉRIELLE DES CONCESSIONS
DU CIMETIÈRE DE MARTILLAC
(2025-2026)**

Mairie de MARTILLAC
14 Avenue Charles de Gaulle
33650 MARTILLAC
Tél : 05 56 72 71 20
e-mail : secretariat@mairie-martillac.fr
Site internet : www.martillac.fr

Cahier des Clauses Techniques Particulières

Article 1- Objet du marché

Tranche ferme : Le présent marché fait suite à la reprise, par la Commune de MARTILLAC, de 28 concessions funéraires déclarées en état d'abandon (52 relevages prévisionnels) suivant le tableau joint au présent marché. Il s'agit d'un marché de travaux ayant pour objet la casse des monuments, la remise en pleine terre des concessions, la mise en reliquaire des corps exhumés et leur transfert dans l'ossuaire communal (y compris la fourniture des reliquaires/cercueils).

Attention à titre accessoire et de manière exceptionnelle, pour toute prestation ne figurant pas dans le bordereau de prix unitaires de la Commune de MARTILLAC et sur demande de la commune lors de l'émergence d'un besoin particulier, l'administration communale se réserve le droit de s'approvisionner auprès du prestataire par application de devis que le titulaire devra soumettre à la Commune.

Article 2 - Forme du marché

Ce marché est passé selon la procédure adaptée en application de l'article R2123 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique.

Code CPV 45245400

Article 3 - Délai d'exécution du marché

La durée du chantier de relevage est fixée à 180 jours maximum. Le délai court à compter de l'ouverture du chantier (démarrage chantier prévu septembre 2025).

Si les conditions météorologiques difficiles empêchent la poursuite des travaux, les délais d'exécution seront prolongés du temps nécessaire à leur reprise. Les conditions d'empêchement d'exécution des travaux seront constatées conjointement par un représentant de l'entreprise et le maire ou son représentant.

Article 4- Caractéristiques techniques du marché

Les prestations du marché auront lieu au cimetière communal de la Commune de MARTILLAC. Un tableau de reprise de concession est joint en annexe 1.

Relevage des tombes

Obligation des parties : La reprise des concessions consiste pour l'entrepreneur à réaliser les opérations suivantes, étant précisé, que l'ensemble des opérations de reprise des sépultures devra se dérouler conformément au cadre législatif et réglementaire applicable que la société candidate s'engage à respecter :

Pour toutes les sépultures :

- * Casse et dépose des semelles
- * Evacuation des gravats, des bois de cercueil hors du cimetière, exhumation des restes mortuaires et placement dans un reliquaire en bois doté d'une plaque d'identification, fourniture des reliquaires et des plaques d'identification. Dans la mesure du possible il sera utilisé un reliquaire par concession reprise.
- * Dépose des reliquaires à l'ossuaire municipal
- * Nettoyage et désinfection de la fosse
- * Remblaiement des fosses et remise à niveau du sol, après compactage.

Article 5 - Sécurité et hygiène du chantier

Les travaux ne pourront être effectués que du lundi au vendredi inclus et durant les heures réglementaires de 8h30 à 18h30.

Le poids des véhicules et engins de manutention pouvant accéder dans les allées est limité à 3.5 tonnes. Néanmoins, l'entrepreneur ne devra pas mettre en péril les concessions avoisinantes. La Commune se réserve le droit d'interdire les matériels dont l'utilisation serait susceptible de provoquer des dégradations ou qui seront jugés trop bruyants.

Les personnes chargées de procéder aux exhumations sont tenues de revêtir une combinaison, des gants et des chaussures adaptées à ce type de travail et qui devront être désinfectés après chaque opération.

A l'approche d'un convoi, les personnes travaillant dans le cimetière devront cesser le travail, et au moment du passage du convoi, observer une attitude décente et respectueuse.

Les travaux seront exécutés de façon à ne jamais gêner la circulation dans le cimetière ni à compromettre en rien la sécurité et la salubrité publiques. Il est interdit au prestataire d'encombrer les allées, d'y gêner la circulation, l'accès des fosses ou monuments par un dépôt des matériaux.

L'entrepreneur assurera la protection des abords de chaque concession par une palissade de chantier ou tout autre dispositif mettant l'opération à l'abri des regards.

Les terres provenant des fouilles devront être enlevées immédiatement et ne devront contenir aucun ossement.

Il ne pourra être déposé ni matériaux, ni matériel, ni outils sur les tombes voisines. Si, au cours des travaux, le déplacement d'objets funéraires d'une concession voisine s'avère indispensable, ils devront être remis à l'identique. Le titulaire du marché sera responsable envers les tiers des dégâts qu'il pourrait causer.

L'entreprise devra prévoir une benne pour stocker les gravats et déchets à évacuer.

L'emplacement destiné à cette dernière sera défini conjointement. Cette benne devra impérativement être recouverte d'une bâche, solidement fixée, afin de mettre les déchets à l'abri de tout regard extérieur,

Le titulaire du marché procèdera au nettoyage des abords afin de laisser les concessions voisines et en général tous les abords en parfait état de propreté.

Le titulaire du marché sera responsable des dégâts commis au cours des travaux. Il devra prendre toutes dispositions de nature à préserver la sécurité des personnes et des biens des tiers lors des travaux.

Dispositions spécifiques aux travaux d'exhumation :

Le titulaire du marché devra obligatoirement être en possession de l'habilitation préfectorale prévue à l'article L.2223-23 du CGCT nécessaire pour exercer les opérations d'exhumation des corps en échec de décomposition. Dans le cas contraire, le titulaire du marché devra recourir aux services d'une entreprise sous-traitante, habilitée à exécuter ces travaux. Le titulaire du marché devra faire mention lors de sa candidature, de son habilitation ou de celle de l'entreprise sous-traitante. Il ne sera pas donné suite à l'offre sans présentation de cette habilitation.

Le titulaire du marché procèdera à l'exhumation des corps avec toute la décence et le respect dus à la mémoire des défunts.

Un registre spécial, dressé par la mairie, enregistrera les informations relatives à la sépulture, qui sera remis à l'entreprise en charge des travaux pour renseigner les constatations faites pendant le chantier (constatation par le fossoyeur avec photos / profondeur / cercueils).

Le creusement des fosses en pleine terre devra s'effectuer à 2 mètres minimum de profondeur. Après le retrait des corps de la concession, l'entreprise doit vérifier qu'aucun corps ne reste dans la concession par sondage des couches inférieures ou autre méthode selon la réglementation en vigueur. Si suite à ce sondage un corps est découvert, un nouveau sondage sera réalisé à partir du niveau du dernier corps retrouvé.

Les cercueils devant être manipulés et extraits des fosses, seront arrosés au moins une heure avant, avec une solution désinfectante. Il en sera de même pour les caveaux et tous les outils ayant été utilisés au cours des opérations d'exhumation.

L'entrepreneur devra appliquer un inhibiteur d'odeurs ainsi qu'un bactéricide (ou un produit possédant ces deux propriétés), l'usage de la chaux étant strictement prohibé.

Les corps réduits seront rassemblés dans un reliquaire. Les reliquaires seront transférés dans l'ossuaire municipal. Sur chaque reliquaire devra figurer une plaque d'identification mentionnant l'emplacement de la concession reprise.

Les débris de cercueils et autres matériaux devront être évacués par l'entreprise selon la réglementation en vigueur. La zone d'intervention devra être balisée.

Remblaiement des fosses : le comblement des fosses devra se faire avec de la terre, régulièrement compactée pour éviter tout tassement, et immédiatement après l'exhumation des restes mortels. L'emplacement libéré par les semelles doit être comblé avec la terre issue des creusements et si nécessaire, avec de la terre nouvelle. Les résidus de cercueils, le sable et les graviers sont strictement interdits.

Si au cours des trois mois suivant le comblement de la fosse un affaissement est constaté, il sera demandé à l'entreprise de revenir finaliser le comblement sous peine de pénalité.

Les objets personnels présents dans le cercueil ne doivent pas être séparés du corps, ils sont déposés dans le reliquaire.

Article 6 - Contrôles et réception des travaux

Avant toute intervention, l'entreprise doit obtenir l'accord du pouvoir adjudicateur. Un état des lieux contradictoire doit être dressé pour constater l'état des tombes voisines aux emplacements repris.

A l'issue des travaux, un nouvel état des lieux sera réalisé dans les mêmes conditions que le premier. Il permettra, le cas échéant, de vérifier que les concessions environnantes et les allées ne présentent pas de détériorations occasionnées par l'entreprise lors des travaux.

L'entreprise devra garantir, à ses frais, toutes dégradations de son fait et notamment celles commises sur les monuments autres que ceux sur lesquels elle intervient.

La réception ne se fera qu'une fois les travaux achevés.

Les deux parties procèdent à la constatation de l'achèvement des travaux. L'entreprise est informée par courrier ou par fax de la date et de l'heure de réception des travaux.

En cas d'absence de l'entrepreneur, il en est fait mention au procès-verbal qui lui est alors notifié.

Dans un délai de cinq jours suivant la date du procès-verbal, la personne responsable du marché fait connaître à l'entrepreneur s'il prononce la réception des ouvrages ainsi que les réserves éventuelles qu'il a proposées.

* Le comblement des fosses doit être réalisé immédiatement après l'exhumation des restes mortels. L'emplacement libéré par les semelles doit être comblé avec la terre initiale et, au besoin, avec de la terre nouvelle au niveau du sol fini.

* Au cours de cette opération la terre doit être régulièrement tassée pour éviter tout risque d'affaissement ultérieur.

* Remise en place des terres ou nettoyage du sol de l'allée devant la sépulture.

* Reprise du nivellement après un délai de six mois.

* Engazonnement de l'emplacement.

Pour les sépultures comportant un monument :

* Dépose des monuments et emblèmes funéraires afin de laisser libre de toute construction le terrain de la concession reprise. Cette destruction doit être accomplie sur place et de telle sorte à ce qu'elle ne permette plus l'identification des défunts.

* Evacuation des gravats hors du cimetière

Pour les sépultures en pleine terre :

* Creusement des fosses jusqu'à exhumation totale des corps

Après toute intervention, l'entreprise doit nettoyer l'emplacement repris et les tombes voisines qui auraient subi des salissures de par ces travaux.

L'énumération faite ci-dessus des différentes natures d'ouvrages et des travaux n'est donnée qu'à titre indicatif et ne présente en aucun cas un caractère limitatif ou restrictif.

Elle n'exclut pas ceux qui pourraient être omis ou qui s'imposeraient pour une exécution parfaite dans les Règles de l'Art. L'Entrepreneur du présent marché devra le parfait et complet

achèvement des travaux sous sa responsabilité, exécutés dans les Règles de l'Art, de la Réglementation, des Normes et D.T.U en vigueur.

L'entreprise doit prévoir dans son offre toutes les sujétions notamment :

- * Le blindage des terrassements pour le maintien des terres,
- * Les moyens de manutention et de levage,
- * Les protections nécessaires à la circulation des visiteurs du cimetière.

Article 7 - Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois de la date limite de remise des offres. En particulier, est pris en considération le Cahier des Clauses Générales (CCAG) applicable aux travaux et le Code de la Commande Publique.

Le CCAG travaux n'est pas joint au dossier de consultation mais réputé connu du candidat.

Pièces particulières :

- * Le présent cahier des charges daté et signé.
- * L'acte d'engagement et son annexe en cas de sous-traitance.
- * Le devis
- * L'offre technique du prestataire
- * La copie de l'habilitation préfectorale à jour
- * Le récépissé d'acceptation du Règlement Intérieur du cimetière

Les pièces constitutives du marché prévalent en cas de contradiction dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-avant. En cas de contestation, seul l'exemplaire original détenu par la personne publique en fait foi.

Article 8 - Visite des lieux

La visite des lieux est obligatoire de manière à appréhender la réalisation du projet.

Le candidat devra prendre rendez-vous auprès :

Commune de MARTILLAC – secretariat@mairie-martillac.fr

Directeur des Services Techniques : Monsieur Mickael DROUET

Tel : 06 07 83 09 32

Tous les jours ouvrables de :

- * 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 les lundis, mardis, mercredis, jeudis et vendredis

Un certificat de visite sera délivré et devra être joint à l'offre.

Article 9- Remise des plis par voie électronique :

Conformément aux dispositions de l'article R2 143-1 relatif au Code de la Commande Publique, la transmission des offres des entreprises doit se faire par voie électronique à l'adresse suivante :

<https://demat-ampa.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons>

Les pièces suivantes devront être signées de façon électronique et individuellement.

Pour remettre électroniquement leur offre, les candidats doivent disposer d'un certificat de signature électronique. Celui-ci doit répondre aux exigences propres à l'authenticité définie par l'arrêté R 2182-3 relatif à la signature électronique dans le code de la commande publique.

Article 10 - Sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies à l'article 134 du Décret no 2016-360 du 25 mars 2016 et à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

Conformément aux dispositions relatives à l'auto liquidation de la TVA issues de l'article 283 du Code général des impôts, le sous-traitant adressera une facture en hors taxe pour les prestations réalisées. La TVA relative aux prestations sous-traitées quant à elle sera perçue par le fournisseur responsable du sous-traitant.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerne, indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 51 du Décret no 2016-360 du 25 mars 2016 ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin No2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 48 du CCAG Travaux).

Article 11 - Prix et modalités de paiement

11-1- Contenu des prix

Les prix du marché sont traités à prix forfaitaires, sur la base de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire annexé à l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 10. 1. 1 du CCAG Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Les prix sont indiqués dans le marché en hors taxe et en TTC. (le montant de la T.V.A appliquée est indiqué).

Les prix du titulaire sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux (article 10. 1. 1 alinéa 2 du CCAG Travaux), que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Mais également :

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Les prix s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de la spécialité concernée, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation.

De plus, sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de consultation, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées.

Les entreprises sont tenues de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de leur offre. Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage.

11-2- Nature des prix du marché

Les prix FERMES seront actualisables suivant les conditions définies ci-après.

Les prix sont réputés comprendre, outre les dépenses résultant de l'exécution des travaux faisant l'objet du marché, la marge du titulaire pour défaillance éventuelle des sous-traitants chargés de l'exécution de certaines prestations.

Les prestations réalisées dans le cadre du présent marché par le titulaire seront rémunérées par application des prix unitaires figurant sur le bordereau de prix, Le soumissionnaire devra par conséquent fournir un bordereau de prix précis des prestations.

Les travaux supplémentaires faisant l'objet d'un ordre de service seront réglés sur la base du prix du marché.

11-3 -Pénalités autres retard et réfections

Infractions aux prescriptions de chantier

Dans le cas où les prescriptions ci-dessous ne seraient pas observées, il sera fait application de pénalités indépendantes de celles visées aux articles 4.3 et 5. 10. 1 et avec lesquelles elles se cumulent. Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par le maître d'œuvre des infractions, et après notification écrite sur le chantier d'avoir à exécuter la prescription au plus tard le lendemain. Elles seront déduites des situations mensuelles.

- * Non-respect des prescriptions relatives à la signalisation générale du chantier : 70€
 - * Dépôt de matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites : 70€
 - * Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'exécution des travaux (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détail, plans de synthèse,...) : 70€
 - * Retard dans la production de justificatifs et/ou prévisions de prix pour ouvrages non prévus : 70€
 - * Retard dans la présentation sur le chantier des prototypes, d'éléments de construction, d'échantillons 70€
- Retard dans le nettoyage du chantier : 70€
- Retard dans l'évacuation des gravois hors du chantier : 70€

Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Conformément aux dispositions de l'article 37 du CCAG Travaux, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux. A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet et mise en demeure par le représentant du pouvoir adjudicateur, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de trente jours après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques. Les mesures définies ci-dessus sont appliquées sans préjudice d'une pénalité de 150,00 € HT par jour de retard.

Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

Après réception, en cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir par le titulaire et conformément à l'article 40 du CCAG Travaux, une pénalité de 150,00 € HT sera appliquée.

11-4 - Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois d'établissement des prix Mo (M zéro) indiqué dans l'acte d'engagement.

Article 12 - Conditions de paiement

12-1 - Délais de paiement.

Le paiement s'effectuera par mandat administratif suivant les règles de la comptabilité publique et celles prévues par le Code de la commande publique.

Le délai maximum de paiement est de 30 jours.

Le caractère définitif des paiements interviendra au moment du solde du marché.

12-2 - Facturation

Le titulaire du présent marché est tenu d'adresser les factures afférentes au présent marché sur CHORUS et également à l'adresse suivante :

Commune de Martillac – 14 avenue Charles de Gaulle – 33650 MARTILLAC

La facture devra impérativement être accompagnée d'un RIB.

Lorsque le titulaire remet à la Commune de MARTILLAC une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement. Les demandes de paiement prennent la forme de projets de décompte et comportent les indications suivantes :

- le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro du bon de commande ;
- le nom, no Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les prestations exécutées ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant HT des prestations exécutées ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des prestations ;
- les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

12-3 -T.V.A.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

12-4- Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

12-5 -Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article 183 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément au Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

12-6 -Périodicité des paiements

Les paiements pourront faire l'objet d'acomptes.

Le titulaire notifie au pouvoir adjudicateur une demande de paiement établissant les prestations réalisées, le montant arrêté à la fin du mois précédent des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.

12-7 - Avance

Aucune avance n'est prévue au présent marché.

12-8 - Approvisionnements

Les stipulations de l'article 11.3 du CCAG Travaux sont applicables.

12- 9 – Droit, Langue, Monnaie

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. Les inscriptions sur les matériels livrés au titre du marché sont en français. Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal. La monnaie de compte du marché (euro) est la même pour toutes les parties prenantes (groupements et sous-traitants compris). Les attestations de paiement direct sont dans la même unité que celle retenue pour le titulaire. Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre prévues à l'article 2 du code des Marchés Publics, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée : «J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seul compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché ayant pour objet « Travaux de reprise technique des concessions funéraires »; Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance ».

Article 13 - Assurances et répartition des dommages

13-1- Réparation des dommages

Les dommages de toute nature, causés par le titulaire au personnel ou aux biens du maître de l'ouvrage ou du représentant du pouvoir adjudicateur, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du marché ou de prescriptions d'ordre de service. Les dommages de toute nature, causés par le représentant du pouvoir adjudicateur, au personnel ou aux biens du titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

13-2- Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant :

- de garantir sa responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage, du représentant du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations. Pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances, cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale.
- de couvrir les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie fournie lors de la notification du marché, conformément à l'article 241-1 du Code des assurances. Cette obligation est sans objet si les attestations fournies le cas échéant, lors de la consultation demeurent en vigueur.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 14 - Protection de la main d'œuvre et clause sociale

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, produire une copie de déclaration de détachement certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France (Décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur. Dans le cadre de l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi no 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé une pénalité sera appliquée au titulaire ou à ses sous-traitants, s'ils ne s'acquittent pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même code.

Le montant de la pénalité sera calculé dans les conditions suivantes : 50€ par jour calendaire de retard.

Toutefois, ce montant devra être égal, au plus, à 10 % du montant du contrat, et ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L.8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée et ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

Article 15 - Autres obligations

15-1- Obligation de confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics. Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants. Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

15-2-Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché. Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir

adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat. Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

Article 16 - Durée du marché - reconduction - résiliation

16-1- Durée du marché

Jusqu'à réception conforme de l'objet du marché.

16-2- Reconduction

Sans objet.

16-3- Conditions de résiliation

Les différents cas de résiliation prévus au cahier des Clauses Administratives générales de travaux.

Article 17 - Condition de livraison

17-1- Lieu d'exécution des travaux :

Cimetière communal de MARTILLAC – route de Massiot – 33650 Martillac.

17-2- Délais d'exécution :

Le prestataire s'engage sur un délai de réalisation des travaux mentionné dans l'acte d'engagement.

17-3- Opération de vérification :

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées après l'exécution des travaux dans les conditions prévues au chapitre IV du CCAG, notamment ses articles 24 et 25.

17-4- Décisions après vérification l'admission :

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG, par Monsieur le Maire.

Article 18 - Garantie technique

Les travaux font l'objet d'une garantie technique qu'il appartiendra au candidat de préciser.

- Sur l'infrastructure (durée et conditions)

Le prix comprendra également les prestations prévues par le fournisseur pendant la période de garantie.

Article 19 - Marchandises remises au titulaire

Aucune marchandise appartenant à l'administration ne sera remise au titulaire.

Article 20 - Conditions d'exécution des prestations

20-1- Délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est proposé par le prestataire dans le cadre de la remise de son offre. Ce délai court à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux. Toutefois, l'Administration a estimé un délai plafond global de 1 mois qui s'appliquera à défaut de délai proposé.

Dans le cadre de la consultation, le prestataire s'est engagé sur une période de garantie, Celle-ci doit être précisée dans son mémoire méthodologique.

20-2- Conduite d'opération

La conduite d'opération est assurée par la Direction des services techniques de la commune.

20-3 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée, en interne, par les Services Techniques de la Commune sous la responsabilité du Directeur des Services Techniques.

20-4-Période de réparation - Programme d'exécution des travaux

Il n'est pas fixé de période de préparation.

Préalablement à tout démarrage de chantier, il est procédé aux opérations énoncées ci-après :

- établissement par les entrepreneurs et présentation au visa du maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 28.4 du CCAG Travaux, du programme d'exécution des travaux auquel est annexé le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires (le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation),
- établissement par le titulaire et présentation au visa du maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG Travaux, du plan d'assurance qualité du chantier décrivant les dispositions relatives à la gestion de la qualité.

20-5 Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail

Le titulaire établit, notamment d'après les éléments de définition du projet, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, notes de calculs, études de détail. Ils sont soumis au visa du maître d'œuvre. Celui-ci doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

20-6 Ordre de service

Il sera fait application des dispositions de l'article 3.8 du CCAG Travaux.

20-7-Organisation hygiène et sécurité des chantiers

20-7-1 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Les stipulations de l'article 31.4 du CCAG Travaux sont applicables.

20-7-2 Utilisation des voies publiques

Les stipulations de l'article 34 du CCAG Travaux sont applicables

20-7-3 Autorisations administratives

Les stipulations de l'article 31.3 du CCAG Travaux sont applicables.

20-7-4 Garde du chantier en cas de défaillance du titulaire

Si le marché est résilié par application des articles 46. 1 ou 48 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage pourra faire appel à un des autres entrepreneurs candidat de l'opération pour assurer la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par l'entrepreneur défaillant, et ce jusqu'à la désignation d'un nouvel entrepreneur.

Les dépenses justifiées entraînées par cette garde ne sont pas à la charge de l'entrepreneur retenu pour cette mission.

20-7-5 Registre de chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG Travaux, il ne sera pas établi de registre de chantier.

Article 21 Réception et garanties

21-1-Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou par le CCTP sont à la charge du titulaire.

Si le maître d'œuvre prescrit pour les ouvrages d'autres essais ou contrôles, ils sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

21-2-Réception

La réception se déroule comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG Travaux et ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

Si à l'issue des opérations préalables à la réception mentionnée à l'article 41.1 du CCAG Travaux, la réception ne peut être prononcée, la date d'achèvement des travaux est repoussée, les entreprises restant responsables de ce report et des conséquences sur le délai global de l'opération et susceptibles de l'application des pénalités. Elles bénéficient d'un délai de 7 jours pour remédier aux observations formulées dans le procès-verbal. A l'issue de ce délai, une nouvelle procédure de réception est organisée.

Si la réception est prononcée avec réserve, les entreprises ont 7 jours pour lever les réserves. Passé ce délai, le maître de l'ouvrage aura le droit de faire procéder à l'exécution des dits travaux par l'entreprise de son choix, après mise en demeure demeurée infructueuse, aux frais et risques du titulaire défaillant.

Le marché ne prévoira pas de réceptions partielles.

21-3-Garantie de parfait achèvement

Les délais de garantie sont définis ci-dessous et débutent à compter de la date d'effet de la bonne réception : 3 ans.

21-4- Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article 51 du Décret no 2016-360 du 25 mars 2016 et selon les dispositions des articles 45, 46.3 et 47 du CCAG Travaux.

21-5 - Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 50 du CCAG Travaux.

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur soit le Tribunal Administratif de BORDEAUX.

Article 22 - Règlement Intérieur

Le candidat reconnaît avoir pris connaissance et accepté le règlement intérieur du cimetière de MARTILLAC et notamment les articles relatifs à l'exécution des travaux et des reprises de concessions.

Article 23 - Règlement des litiges

En cas de litige entre les parties, le Tribunal Administratif de BORDEAUX est seul compétent.

* Maîtrise d'œuvre : Mairie de MARTILLAC

* Personne responsable du marché : Monsieur le Maire

* Personne habilitée à donner les renseignements prévus au Code de la Commande Publique : Monsieur le Maire

* Ordonnateur : Monsieur le Maire

ENGAGEMENT DE L'ENTREPRISE PRESTATAIRE

TABLEAU RECAPITULATIF DES CONCESSIONS

Auquel le prestataire s'engage de suivre

Suivant les recommandations du CCTP et règles juridiques, techniques et sanitaires en vigueur.

A _____, le.....
Cachet et signature du candidat